

# LE TEMPS

19.05.2021, Olga Yurkina

## La Suisse peut-elle se passer de pesticides ?

Le 13 juin, le peuple suisse est appelé à se prononcer sur deux initiatives qui prônent une agriculture écologique. L'une d'elles demande l'interdiction des pesticides de synthèse. La Suisse peut-elle se passer de ces produits de plus en plus controversés? Sont-ils indispensables à la production agricole? Entre enjeux économiques, sécurité d'approvisionnement, préoccupations environnementales et risques suspectés pour la santé, le choix n'est pas aisé. Alors que la campagne se durcit, Le Temps a récolté arguments et avis scientifiques pour répondre aux principales interrogations.

La Suisse voudra-t-elle bannir les pesticides de synthèse dans les dix ans à venir, comme le demande l'initiative soumise au vote le 13 juin? Entre enjeux économiques, sécurité d'approvisionnement, préoccupations environnementales et risques suspectés pour la santé, le choix n'est pas aisé. Alors que la campagne s'intensifie, Le Temps a récolté arguments et avis scientifiques pour répondre aux principales interrogations.

### 1. POURQUOI CES PRODUITS SONT-ILS CONTROVERSÉS?

Pour les initiants, il s'agit de produits chimiques hautement toxiques, dont les substances actives n'existent pas dans la nature. «Même si les normes sont respectées pour chacun de ces produits, à force d'utilisation intensive on se retrouve avec des mélanges dont on ignore les effets à long terme», dit Edward Mitchell, professeur de biologie à l'Université de Neuchâtel et membre du comité de l'initiative.

L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) indique que les normes de protection sont très élevées et les pesticides soumis à des contrôles plus stricts que d'autres produits chimiques. Ils sont régulièrement réévalués par des autorités compétentes qui retirent du marché les substances problématiques. En effet, selon l'ONG Pesticide Action Network, la Suisse figure en deuxième place des pays avec les interdictions les plus nombreuses, derrière l'Union européenne.

L'argument laisse sceptiques certains chercheurs, car les autorisations délivrées se fondent sur des études des fabricants et prennent rarement en compte l'exposition à long terme. En outre, au fur et à mesure des réévaluations, la confiance s'érode: «On n'arrête pas d'homologuer puis de retirer des produits dont les effets s'avèrent plus complexes que prévu, regrette Raphaël Charles, chef de l'antenne romande de l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL). Les pesticides bannis dans la loi ne disparaissent pas pour autant de la nature: on détecte encore aujourd'hui les traces de substances utilisées par le passé.»

Le débat dépasse les frontières suisses, comme le montre l'exemple du glyphosate, l'herbicide le plus vendu au monde mais controversé au point d'être interdit dans plusieurs pays. Les pesticides sont sûrs à condition de respecter les consignes d'utilisation, plaident les fabricants et les instances chargées de l'homologation. Or certains toxicologues indépendants pointent des lacunes dans ces

évaluations et concluent à un niveau de risque beaucoup plus élevé en cas d'exposition prolongée, même à de faibles doses, suspectant des liens avec le développement de certaines tumeurs, malformations et maladies neurodégénératives. Aucune étude ne vient prouver cette causalité, ni l'exclure pour le moment.

## 2. Y A-T-IL UN RISQUE POUR LE CONSOMMATEUR?

«Notre but n'est pas seulement de protéger l'environnement, mais aussi d'éviter que ces produits artificiels se retrouvent dans la nourriture et l'organisme humain», plaide Edward Mitchell.

Selon les autorités, les mesures en place assurent déjà une bonne protection de la nature et des êtres humains. «Nous ne sommes plus dans le système intensif des années 1980, dit Jean-Marc Chappuis, directeur suppléant de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). On se dirige depuis plusieurs années vers une production moins chimique. En revanche, il est utile de garder la possibilité du recours à ces produits pour les cas où il n'y a pas d'alternatives, tout comme pour les antibiotiques chez les humains.»

Cependant, les expertises fédérales ont révélé le dépassement constant du seuil légal de concentrations en pesticides dans les ruisseaux et rivières des régions agricoles, ainsi que dans les eaux souterraines, qui sont notre principale source d'eau potable. Au point de remettre en question sa qualité. Les analyses des aliments, ainsi que des prélèvements chez les consommateurs, prouvent également que ces substances, même à doses infimes, se retrouvent dans le corps humain. De quoi s'inquiéter?

Grâce à des programmes encourageant une production durable et des investissements dans la recherche, les quantités de pesticides employées ne cessent de baisser, assure l'OFAG. Quant aux résidus dans les aliments, ils concerneraient davantage les produits importés et seraient inférieurs aux limites légales.

Selon certains toxicologues, l'effet cocktail – soit l'interaction entre différentes substances – mériterait cependant d'être davantage étudié. Quoi qu'il en soit, les agriculteurs restent les plus exposés à ces substances.

## 3. EXISTE-T-IL DES ALTERNATIVES?

Oui, selon les initiants, et la production biologique en serait la preuve. En outre, les dix ans de transition prévus permettront de trouver des solutions pour les cultures les plus sensibles. Peut-être, mais la perte de rendement serait considérable, répondent les opposants, au point de mettre en danger l'auto-alimentation du pays.

En effet, certaines cultures ne pourraient plus être protégées efficacement, selon un rapport d'Agroscope, le centre fédéral pour la recherche agricole, qui a étudié la possibilité de remplacer les produits phytosanitaires à haut risque. Les cultures maraîchères et certaines grandes productions, comme le colza et la betterave sucrière, seraient les plus impactées. Par ailleurs, le désherbage mécanique de la vigne poserait problème en forte pente.

«L'interdiction des pesticides de synthèse entraînerait des coûts supplémentaires et une régression de la production indigène, indique l'Union suisse des paysans, opposée à l'initiative. La nouvelle législation [adoptée par le parlement lors de la session de printemps, ndlr] prévoit déjà des mesures ciblées qui réduiront les impacts négatifs sur l'environnement.»

Une opinion que ne partagent pas leurs confrères de l'Association des petits paysans suisses. Selon eux, les pesticides détruisent les sols et la biodiversité et rendent l'agriculture dépendante de l'industrie agrochimique et de ses cultures à haut rendement.

Une sorte de cercle vicieux, comme le décrit Andreas Fliessbach, spécialiste en microbiologie des sols à l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL): «Ces pesticides agissent à large spectre contre les organismes et plantes dans leur rayon d'action. Cela déséquilibre les écosystèmes, les sols perdent leur fertilité et les cultures deviennent encore plus vulnérables aux parasites et aux maladies. D'où la nécessité d'accroître encore l'usage d'engrais et de produits chimiques, ce qui ne serait pas le cas avec une meilleure biodiversité.»

Le dilemme, c'est que les paysans suisses doivent produire suffisamment pour nourrir le pays sur une petite surface cultivable. Selon l'OFAG, en l'absence d'alternatives efficaces, l'interdiction des produits phytosanitaires entraînerait un changement radical des modes de production et aurait des conséquences sur les marchés, et donc sur l'assiette des consommateurs.

#### 4. RISQUE-T-ON UNE PÉNURIE ALIMENTAIRE?

Se dirige-t-on vers une Suisse qui n'aura plus assez de chips au paprika, comme le font craindre les opposants? Ou un pays où tous les produits, même les moins chers, seront sains, comme l'espèrent les initiants? Une chose est sûre: si l'on doit repenser l'agriculture, il faudra adapter nos habitudes de consommation.

L'acceptation de l'initiative nous amènerait à reconsidérer la pertinence de certaines cultures en Suisse, soutient Raphaël Charles du FiBL. «Le colza, très prisé par l'industrie agroalimentaire, par exemple pour les chips, nécessite beaucoup d'interventions chimiques, alors que la culture de tournesols, moins compliquée, pourrait représenter une bonne alternative. D'autre part, avons-nous besoin de produire autant de betteraves alors que la surconsommation de sucre est un vrai problème?» Techniquement, les adaptations seraient possibles, mais tout dépend de la valorisation des ressources et, surtout, du choix des consommateurs.

Or ceux-ci ont des exigences très élevées, relève Olivier Félix, responsable de la protection durable des végétaux à l'OFAG. «Les gens ne tolèrent plus les pucerons dans leurs salades, les vers dans leurs fruits, ne veulent pas de pommes tachetées ou déformées. On peut critiquer les modes de production actuels mais l'agriculture et la grande distribution répondent à une demande existante.» Et s'il y a bien un point relevé par l'initiative sur lequel tout le monde s'accorde: ce comportement des consommateurs met l'agriculture sous pression. Avec, pour conséquence, le gaspillage alimentaire.

«On craint des pertes de rendement allant jusqu'à 20%, alors que le gaspillage actuel atteint 30-40%», affirment les initiants, pour qui une consommation plus responsable permettra de compenser les éventuelles baisses de rendement.

Mais les consommateurs seront-ils prêts à faire cet effort? A l'OFAG, Jean-Marc Chappuis répond que la votation reflétera un choix de société: «Veut-on continuer dans le sens d'une évolution écologique progressive, ou souhaite-t-on un changement brutal en étant prêts à en assumer les conséquences?»

#### 5. QUI PAIERA LA FACTURE?

Selon les initiants, l'accroissement de l'offre de produits sans pesticides de synthèse permettrait de faire baisser les marges des prix du bio et de mieux rétribuer les agriculteurs. «On ne s'attaque pas à l'agriculture, mais au modèle imposé par l'industrie agrochimique et la grande distribution», relèvent-ils.

Les opposants craignent en revanche des conséquences néfastes pour l'économie, les coûts plus élevés de la production se répercutant sur le prix final, avec pour conséquence de favoriser le tourisme d'achat et les importations meilleur marché.

Les économistes s'accordent pour dire que les prix du bio s'expliquent plus par les marges de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution que par les coûts de la production, et profitent aux intermédiaires plutôt qu'aux paysans. Peu de spécialistes osent cependant avancer des projections quant à l'évolution des marges et des prix en cas de oui à l'initiative.

Il y a pourtant d'autres coûts, liés aux dégâts environnementaux et sanitaires de l'agriculture intensive, qu'on prend rarement en compte dans le calcul du profit économique. Or, une étude d'Avenir Suisse a estimé l'impact environnemental de la production agricole à 7,6 milliards de francs par année, un montant qui comprend entre autres la perte de la biodiversité, les émissions d'ammoniac et l'assainissement des sols et de l'eau. «L'agriculture a une moins-value d'environ 16,3 milliards de francs par an, conclut l'étude, qui répertorie l'ensemble des coûts directs et indirects. Et ce sont les contribuables et les consommateurs qui paient le plus lourd tribut.»

Quant aux coûts de la transition en cas de oui, il n'est pas encore possible de faire une estimation fiable, dit l'OFAG. Le calcul final, chacun le fera en votant. ■